

Séance du 25 mars 2013.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs :
Serge CAPPÀ, Bourgmestre-Président ;
Didier HENROTTIN, Moreno INTROVIGNE, Michel HECKMANS, Richard MACZUREK,
Echevin(s) ;
Jean-Louis MARNEFFE, Jean-Marie GENDARME, Marie-Claire BOLLAND, Freddy
LECLERCQ, Frédéric TOOTH, Isabelle BERG, Domenico ZOCARO, Marie-Rose
JACQUEMIN, Philippe GILLOT, Eric GRAVA, Ozgür YUCEL, Corinne ABRAHAM-
SUTERA, Sylvia CANEVE, Serge FRANCOTTE, Annick GRANDJEAN, Cécile
BEAUFORT, Claude KULCZYNSKI, Membres ;
Alessandra BUDIN, Présidente du C.P.A.S. ;
Alain COENEN, Secrétaire communal.

OBJET : DEPOTS DE MITRAILLE ET DE VEHICULES HORS D'USAGE.

La séance est publique.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles L 1122-30 ainsi que L 3321-1 à L 3321-12 du code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre les impositions provinciales et communales ;

Vu sa délibération du 2 juillet 2012 établissant une taxe sur les dépôts de mitraille et de véhicules hors d'usage jusqu'au 31 décembre 2013 ;

Attendu que la commune de Beyne-Heusay doit se procurer les ressources nécessaires pour faire face au financement des dépenses inhérentes à l'accomplissement de ses différentes missions de service public ;

Attendu qu'il convient de lutter contre des situations qui sont manifestement de nature à dégrader l'environnement de qualité auquel tout citoyen a droit en application de l'article 23 de la Constitution ; qu'au surplus, la surveillance, le contrôle de ces dépôts de même que les actions entreprises par les différents services de la commune pour lutter contre ces situations entraînent inévitablement des coûts ;

Sur proposition du collège communal,

A l'unanimité des membres présents,

DECIDE :

CHAPITRE 1 : DEPOTS DE MITRAILLE

ARTICLE 1 : Il est établi, au profit de la commune de Beyne-Heusay, à partir du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2018, une taxe annuelle sur les dépôts de mitraille d'exploitation commerciale installés en plein air et visibles des chemins et routes accessibles au public.

ARTICLE 2 : le taux de la taxe est fixé comme suit :
0,5 euro le mètre carré (avec un maximum de 2.478 euros) en fonction de la superficie totale du terrain sur lequel se trouve le dépôt.

ARTICLE 3 : La taxe n'est pas due si le dépôt est complètement invisible de tout point des routes visées à l'article premier :
- soit par le fait de sa situation,
- soit par le fait d'être entouré de murs, haies ou autres moyens de camouflage d'une hauteur suffisante pour le rendre complètement invisible.

ARTICLE 4 : La taxe est due par l'exploitant du dépôt, le propriétaire du terrain sur lequel le dépôt est installé étant solidairement redevable du paiement.

La taxe annuelle est due en principe pour l'année entière.

Toutefois, elle est réduite de moitié pour les dépôts supprimés avant le 1er juillet ou installés après le 30 juin de l'exercice d'imposition.

ARTICLE 5 : Le recensement des dépôts imposables est effectué annuellement par les agents de l'administration communale. Ceux-ci reçoivent des exploitants une déclaration annuelle signée et formulée selon le modèle prescrit par l'administration communale et qui doit être restituée aux services communaux. Il est délivré un reçu de toute déclaration.

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

CHAPITRE 2 : VEHICULES HORS D'USAGE

ARTICLE 6 : Il est établi, au profit de la commune de Beyne-Heusay, une taxe sur les véhicules privés, hors d'usage, abandonnés sur la voie publique ou à un endroit visible de la voie publique, à partir du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 7 : le taux de la taxe est fixé comme suit :
248 euros par véhicule hors d'usage, abandonné sur la voie publique ou à un endroit visible de la voie publique.

ARTICLE 8 : la taxe est due par le propriétaire du véhicule, le propriétaire du terrain sur lequel est installé le véhicule étant solidairement redevable du paiement.
En ce qui concerne les véhicules abandonnés sur la voie publique, la taxe est due par le dernier propriétaire ou détenteur du véhicule.

ARTICLE 9 : Le rôle des taxes sera dressé et rendu exécutoire par le collège communal.

ARTICLE 10 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L 3321-1 à L 3321-12 du code de la démocratie locale et de la décentralisation (loi du 24 décembre 1996 relative à

**PROVINCE
DE
LIEGE
—
ARRONDISSEMENT
DE
LIEGE
—
COMMUNE
DE
BEYNE-HEUSAY
—**

l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales), et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition communale.

ARTICLE 11 : La présente délibération sera transmise simultanément au collège provincial et au gouvernement wallon, pour l'exercice de la tutelle spéciale d'approbation prévue par l'article L 3131-1 § 1 du code wallon de la démocratie locale.

ARTICLE 12 : Une fois approuvée, la présente délibération sera publiée, conformément à l'article L 1133-1 du code wallon de la démocratie locale.

PAR LE CONSEIL :

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,